



XLII/XLIIème COSAC



Stockholm 4–6 October/octobre 2009

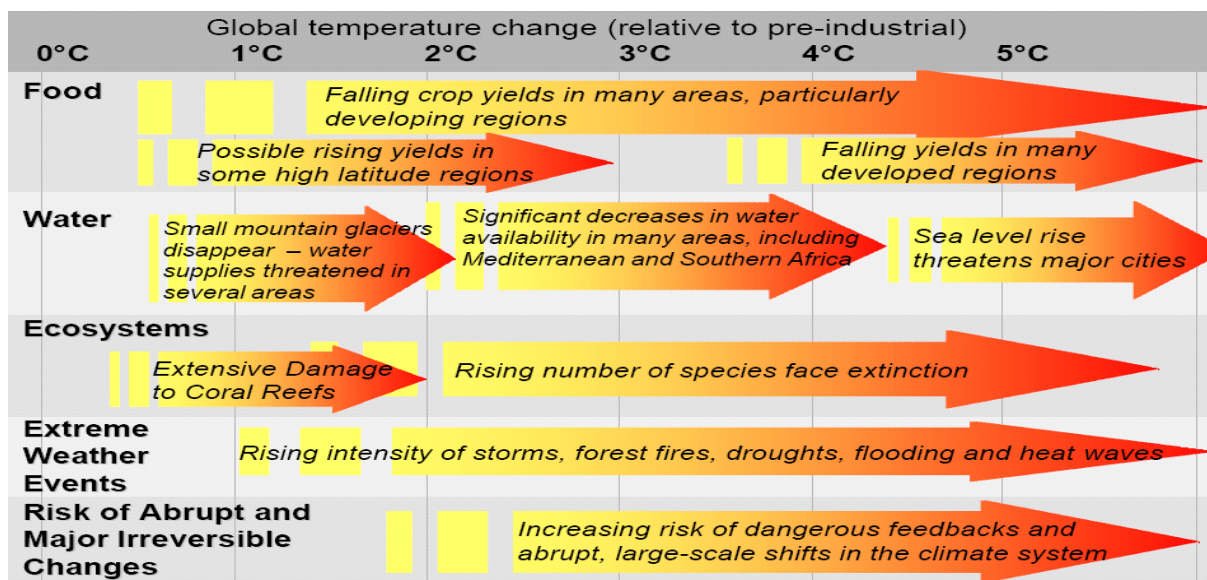
Document de travail – Changements climatiques

SVERIGES  
RIKSDAG 

Document de travail – Changements climatiques

Notre climat est en train de changer, et beaucoup plus rapidement que ce qui était prévu. De récentes études indiquent que l'augmentation des émissions et de la température s'accélère, et que le seuil critique de 2°C pourrait être dépassée beaucoup plus tôt que prévu à moins que des mesures ne soient prises immédiatement.

Pour avoir une chance raisonnable de rester sous le seuil de 2°C nous devons nous assurer que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) plafonnent d'ici 2020 au plus tard, qu'elles soient réduites d'au moins 50% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050, et qu'elles continuent de diminuer par la suite.



Un agenda chargé

En décembre 2007, la communauté internationale s'est mise d'accord sur un échéancier ainsi que sur un mandat de négociation sous la forme du « Plan d'action de Bali ». La conférence de Bali fut un précédent, entre autres parce que les pays en développement ont reconnu qu'ils devaient prendre des « mesures d'atténuation appropriées au niveau national », avec le soutien technique et financier du monde développé.

Les rencontres de l'ONU sur les changements climatiques ont vu, dans la première moitié de 2009, le durcissement de certaines positions nationales, alors que les négociations battaient leur plein. Désormais, des documents sont sur la table suite aux négociations de Bonn au mois de juin, où toutes les parties se sont assurées que leur position était représentée. La tâche des négociateurs est maintenant de limiter les options afin de se rapprocher d'un compromis réalisable et ambitieux qui, dans la plus grande mesure

possible, répond à la recommandation scientifique mondiale (c.-à-d. rester sous le seuil de 2°C).

La déclaration du G8 de juillet 2009 s'accorde sur l'objectif commun d'empêcher que l'augmentation de la température globale moyenne ne dépasse les niveaux pré-industriels de plus de 2°C, et de réduire de moitié les émissions de GES d'ici 2050, les pays développés devant pour leur part réduire leurs émissions de 80%. À noter qu'aucune année de référence n'a été adoptée pour l'objectif de réduction des émissions, et qu'aucun objectif de mi-parcours n'a été mentionné pour 2020. On peut aussi remarquer que la Russie s'est quelque peu distancée de la déclaration.

La déclaration du Forum des principales économies (les 17 plus grandes économies du monde, FEM) reconnaît également la nécessité d'un seuil de 2°C, tout comme la nécessité de plans d'action visant le progrès vers une société sobre en carbone et celle d'un changement au maintien du statu quo des pays en développement.

Les quelques derniers mois avant *COP15* à Copenhague seront donc une vraie course contre la montre; l'UE définissant davantage son mandat de négociation et la constitution de ses alliances, les É-U définissant leur position et leur réengagement interne, ainsi qu'un lourd agenda de négociation pour l'ONU (voir ci-dessous) en même temps que le G8, le FEM, le G20 et la participation personnelle du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, qui a été l'hôte d'une rencontre de haut niveau avec les chefs d'États et de gouvernement à New York, le 22 septembre 2009.

Le rôle de l'UE est de développer un mandat de négociation et de constituer des alliances. L'accord de l'UE sur une politique européenne en matière de changements climatiques et le paquet législatif « énergie » de décembre 2008 ont renforcé son rôle de meneur dans les négociations internationales sur le climat. Le paquet législatif permettra d'atteindre l'objectif de réduction de 20% d'ici 2020, et confirme que l'UE est prête à s'engager à respecter un objectif de 30% d'ici 2020, à la condition que d'autres pays développés assument des réductions comparables et que les pays en développement prennent des mesures appropriées, conformément au principe de responsabilité commune mais différenciée. Cet objectif de 30% constitue de loin l'offre la plus sérieuse sur la table des négociations internationales.

La Présidence suédoise de l'UE organise une conférence sur le changement climatique et la sécurité le 15 octobre à Stockholm, et les Journées européennes du développement, où le changement climatique occupera une place importante dans l'agenda, auront lieu du 22 au 24 octobre à Stockholm.

Les principaux enjeux de négociation, alors que la date du sommet de Copenhague se rapproche, sont :

- l'équivalence des objectifs de réduction des émissions parmi les pays développés,
- des mesures d'atténuation appropriées au niveau national de la part des pays en développement,

- une structure financière pour soutenir l'accord de Copenhague.

Principaux obstacles et difficultés à venir

La complexité des négociations (192 pays qui négocient sur deux voies parallèles mais séparées) et le calendrier très serré constitueront un réel défi, spécialement pour les plus petits pays ayant une capacité administrative plus limitée.

Le retour tardif des É-U dans les négociations est un grand pas en avant, mais les progrès seront naturellement lents d'ici à ce que leur position soit formée. La modeste ambition de la législation nationale américaine présentement débattue pourrait aussi limiter la marge de manœuvre des É-U.

La crise économique mondiale pèsera sûrement sur la marge de manœuvre financière des pays développés et sur la volonté de leur industrie de supporter un accord. Les prix actuellement bas pour l'énergie n'encouragent pas les économies à suivre une voie de développement faible en carbone. D'un autre côté, les mesures pour stimuler l'économie dans les pays développés investissent dans la croissance verte et les technologies énergétiques propres.

Plusieurs pays développés sont toujours très loin de leurs engagements pris sous le Protocole de Kyoto en matière de réduction de leurs émissions. L'UE est en voie d'atteindre ses objectifs, mais le Protocole de Kyoto n'est pas assez ambitieux pour faire face à la crise du climat.

Il existe des tensions grandissantes entre les parties. Bien que la Chine ne soit pas responsable de la majorité des émissions de GES qui se sont accumulées dans l'atmosphère au cours des 150 dernières années, il est aujourd'hui impossible de combattre les changements climatiques sans considérer les émissions de la Chine et des autres économies émergentes. Pour des raisons de compétitivité, plusieurs pays développés ne sont pas prêts à s'engager à réduire leurs émissions, si les principaux compétiteurs ne font pas de changements similaires. Récemment, quelques membres du G77 ont montré de plus en plus de signes d'impatience devant l'absence de propositions de financement claires de la part des pays développés.

Une plus grande tension s'est faite également sentir au sein du groupe de négociation du « G77 + Chine », où les principales victimes des changements climatiques (les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement) dont la survie est en jeu ont commencé à pointer du doigt les plus gros émetteurs dans leur propre groupe.